Bais : finances de la commune

Commune · Mayenne (53) · 1 237 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Bais affichait un encours de dette de 2,1 M€, soit 1 672 € par habitant, une épargne brute égale à 30,5 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 9,1 ans.

Dette par habitant
1 672 €
2,1 M€ au total

Capacité de désendettement
9,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
30,5 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
420 € / hab.
519 k€ au total

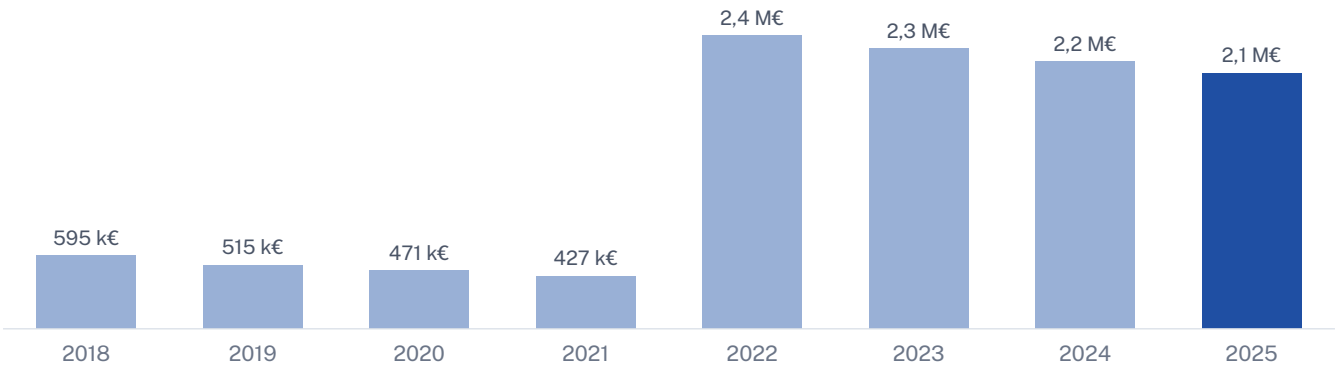
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	420 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	21,2 %	89 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	30,5 %	184 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 672 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	279 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	55 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 595 k€ en 2018 à 2,1 M€ en 2025 (+247,9 %). Valeur la plus haute : 2,4 M€ en 2022 ; la plus basse : 427 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	595 k€	24,1 %	5,8 ans	91 k€
2019	515 k€	23,9 %	4,7 ans	81 k€
2020	471 k€	40,9 %	2,2 ans	352 k€
2021	427 k€	55 %	1,2 ans	132 k€
2022	2,4 M€	21,1 %	16,5 ans	148 k€
2023	2,3 M€	27,2 %	12 ans	220 k€
2024	2,2 M€	38,5 %	7,2 ans	423 k€
2025	2,1 M€	30,5 %	9,1 ans	345 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Bais	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 672 €	883 €	+89,3 %
Impôts locaux par habitant	55 €	499 €	−88,9 %
Frais de personnel par habitant	89 €	396 €	−77,5 %
Investissement par habitant	279 €	317 €	−11,9 %
Taux d'épargne brute	30,5 %	29 %	
Capacité de désendettement	9,1 ans	3,1 ans	

Jumelles : Le Grand-Bourg (23), Ploëzal (22), Molinet (03), Neffiès (34), Chamboulive (19), Pleumartin (86), Baignes-Sainte-Radegonde (16), Belle-Isle-en-Terre (22), Sault (84), Saint-Pierre-du-Chemin (85). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 266	1 237	−2,3 %	−2 %
Dette par habitant	406 €	1 672 €	+311,5 %	−18,8 %
Impôts locaux par habitant	-197 €	55 €	—	+23,1 %
Frais de personnel par habitant	6 €	89 €	+1 425 %	+25 %
Taux d'épargne brute	23,9 %	30,5 %	+6,6 points	−4 points
Capacité de désendettement	4,7 ans	9,1 ans	+4,4 ans	−0,7 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 305 €		1 639 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Bais	Comparaison
Habitants (2023)	1 222	−3,9 % depuis 2012 (département : −0,6 %)
65 ans ou plus (2023)	30,3 %	département : 23,5 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,6 pour 100 habitants	département : 2,5
Salariés du secteur privé (2025)	171	−9 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	86	−21,8 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	103,6	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

440 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 520 emplois, soit 119 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	12,7 %	4,8 %	1,3 %	8,9 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4,8 %	5,7 %	6,6 %	6,8 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3,4 %	10,5 %	20,1 %	7,9 %
Professions intermédiaires	17,5 %	24,1 %	26,4 %	17,6 %
Employés	23,4 %	24,5 %	26,1 %	46,2 %
Ouvriers	38,3 %	30,3 %	19,5 %	12,6 %

Professions les plus exercées par les habitants : Pays de la Loire

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	31 690	1,9 %
Infirmiers en soins généraux salariés	23 690	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	23 690	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	23 490	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	23 360	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	22 210	1,3 %
Assistants maternels agréés	21 160	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	20 760	1,2 %
Agents de service des établissements de santé	20 410	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	20 320	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	17 900	1,1 %
Employés des services comptables et financiers	17 130	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Mayenne (53)) : 9 669 au moins, dont 51,7 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	543	41,1 %
Agriculteurs	449	29,4 %
Aides-soignants	380	49,7 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	349	64,5 %
Agents de service hospitaliers	318	51,3 %
Conducteurs routiers	261	75,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	254	69,3 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	238	36,1 %
Eleveurs	236	93,2 %
Employés de libre service	201	46,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Bais
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	395 k€ pour 5 projets
Par habitant	320 € (communes de même taille : 210 € ; département : 243 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	8,7 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	Construction de logements dans une nouvelle caserne de gendarmerie	220 892 €
2023	DETR	Construction de logements d'une caserne de gendarmerie	79 108 €
2025	DETR	Installation d'un systeme de videoprotection	19 654 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.